

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 63 (2005)

Heft: 2: Le défi démographique, facteur d'innovation ; Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la femme, le pouvoir et l'éthique

Artikel: Intervention de Madame Thérèse Meyer

Autor: Meyer, Thérèse

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-141665>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

INTERVENTION DE MADAME THÉRÈSE MEYER

PRÉSIDENTE DU CONSEIL NATIONAL

Engagée en politique active depuis plus de vingt ans aux niveaux communal, cantonal et fédéral, je vous livre ici en toute simplicité mes réflexions et mes modestes expériences à propos de la question des relations entre ces trois grands thèmes.

ETHIQUE ET POLITIQUE: DÉFINITIONS

Avant d'aborder le domaine d'action qui est le mien, deux définitions s'imposent:

Celle de la politique me semble facile à trouver: pour moi, il s'agit simplement de l'organisation de la vie en ville et par extension du canton, du pays, etc. Lorsque l'on appartient à un parti politique, intervient en outre le choix d'une ligne que d'une part, vous aiderez à forger et qui, d'autre part, permettra de donner une visibilité à votre action.

S'agissant de l'éthique, l'étymologie enseigne que les termes éthique et morale désignent la même chose, soit les comportements et mœurs humains. «Éthique» dérive du grec *ethos* et morale du latin *mos, moris* qui signifie: ce qui se fait, la coutume, etc. La coutume tend souvent à devenir une norme. Éthique et morale évaluent la valeur des coutumes et des lois qui règlent nos vies personnelles ou communautaires.

La référence aux valeurs est primordiale lorsque l'on parle d'éthique, mais c'est aussi là que peuvent commencer nos problèmes de définition et de comportements, comme le démontrent les exemples suivants.

La Harvard Business School, l'une des universités les plus célèbres du monde en matière d'économie, a décidé, l'an dernier, de ne plus proposer de cours d'éthique et elle a restitué une donation de 20 millions de dollars destinée à financer cette chaire. Pour quel motif? Les professeurs avaient remarqué qu'il était impossible de parler d'éthique sans se mettre d'accord sur la définition de valeurs absolues. Faute d'y parvenir, ils y ont renoncé. Le *Financial Times* a estimé que «la racine du problème est à rechercher dans le manque de foi en des normes éthiques objectives».

L'UNESCO conduit un projet dans le but d'établir une éthique universelle basée sur des valeurs communes. Le travail initié, il y a presque dix ans, n'a pas encore donné de résultats. Force est de constater que les valeurs de chaque culture sont particulières: la notion de respect, par exemple, diffère évidemment d'une société traditionnelle à une société moderne. Ainsi, nous voyons bien que l'éthique ne fournit pas de réponses toutes faites pour guider les options et les décisions qui s'imposent au fil des jours dans l'action politique. Tout groupement humain est structuré par des lois. Le lien social implique des exigences qui peuvent parfois engendrer des conflits: pour les gérer, des régulations s'imposent.

L'éthique est idéalement au service de la dynamique et même de la beauté du bien vivre ensemble. Elle est censée réfléchir au crédit et à l'autorité des coutumes, normes, règles et lois qui nous régissent: sont-elles ajustées aux finalités du groupe? Respectent-elles les personnes qui le composent?

L'éthique, comme la morale d'ailleurs, tend idéalement à être cette vaillance d'une personne et d'un groupement qui porte à inventer, explorer ou reconnaître les chemins de vie les meilleurs possibles.

L'ÉTHIQUE APPLIQUÉE EN POLITIQUE

Je me propose de développer deux déclinaisons de cette fameuse «éthique» telle que je la vis au quotidien dans ma fonction d'élue engagée en politique et de catholique pratiquante.

La première déclinaison peut se traduire par la sincérité, la loyauté envers les autres et envers moi-même aussi bien dans mes paroles que dans mon action. Lorsque j'empoigne un sujet d'importance qui nécessite de la réflexion, une décision et finalement une action, je cherche à m'informer, à me forger une conviction profonde. Quand la conviction est là, je reste néanmoins toujours ouverte aux échanges et aux informations complémentaires. Mais s'il n'y a pas d'éléments nouveaux ou de circonstances que je n'avais pu prévoir, je reste fidèle à ma ligne de conduite et j'essaie de la communiquer le plus clairement possible pour que les personnes qui me font confiance puissent toujours savoir ce que je pense. J'agis alors en apportant des propositions ou en soutenant des propositions allant dans le sens souhaité. Si la réalité évolue dans un sens différent et qu'en conscience je doive changer d'option, je me dois de toujours pouvoir la motiver.

J'estime donc qu'un comportement «éthique» en politique implique que, au moins pour les thèmes importants, les électeurs et les citoyens puissent reconnaître les options défendues par les élus politiques et que ces derniers agissent dans le sens donné. Cependant, la conscience humaine n'est pas un oracle infallible; c'est une sorte d'organe, de puissance qui permet à l'homme de porter un regard sur ce qui paraît bon ou mauvais, regard qui peut parfois se fourvoyer (c'est un ami dominicain qui me l'a soufflé.)

Néanmoins, je pense que l'éthique est particulièrement mise à mal lorsqu'un politicien - ou un groupe politique - «vocifère» sur la scène médiatique sans mener aucune action permettant de concrétiser ses idées. Ceci est d'autant plus regrettable qu'existe une possibilité d'entreprendre une action pratique.

De ce point de vue-là, les campagnes politiques autour des votations et des élections sont très exigeantes. Le manque d'éthique dans ces moments contribue, bien malheureusement, au discrédit de la politique et des politiciens.

Le deuxième volet que je voudrais développer est l'exigence éthique dans l'action politique elle-même, donc, concrètement dans l'organisation de la vie de la cité ou du pays. Comment organiser, au mieux, la vie de nos concitoyens? La question est très complexe.

Souvent, le chemin de la justice sociale n'est pas si clair que cela. Prenons un exemple très actuel. L'organisation d'un revenu décent pour vivre avec sérénité le temps de la retraite: tout le monde est d'accord sur le principe. Mais dans l'application, où réside la plus grande justice?

Certains pensent qu'il faut augmenter les prestations malgré la longévité accrue de la vie et que leur financement s'effectuera au travers d'un accroissement des prélèvements auprès des employeurs et des employés ainsi que d'impôts supplémentaires.

D'autres estiment que, en raison de l'allongement de la période de retraite, les prestations organisées doivent baisser, les charges ne pouvant être augmentées. Dans ce sens, chacun devrait alors se prendre en main pour trouver au besoin un revenu complémentaire.

D'autres encore jugent l'équilibre acceptable: si l'économie est trop chargée, les prix ne sont plus compétitifs, mais les travailleurs ont droit à des rentes suffisantes. D'autre part, une redistribution solidaire est normale, mais si elle est trop importante, elle va décourager les gens qui ont pris leurs responsabilités.

On constate aisément qu'en toute honnêteté, il est possible de défendre des points de vue différents. Tous les jours, des dilemmes de ce type se posent aux élus.

Encore un exemple pratique de gestion: lorsqu'il y a quelques années j'étais syndic de ma belle ville médiévale d'Estavayer-le-Lac, 8000 véhicules par jour passaient par son centre en se croisant, toutes les tentatives de mise en place d'un sens unique ayant échoué. Les habitants souhaitaient une zone piétonne. Les commerçants craignaient pour leurs affaires en cas de suppression du trafic. Quel était l'intérêt prépondérant? La ville était partagée et c'était une période très pénible. Actuellement, la situation n'est de loin pas parfaite, mais un sens unique a pu être installé et la paix «communale» est revenue.

Les questions touchant le début et la fin de la vie, la biomédecine, le PACS des homosexuels sont des sujets qui sollicitent des références aux valeurs et une prise de conscience de la réalité de gens qui souffrent, elles appellent pourtant des réponses différentes d'élus qui sont certainement loyaux.

Par ces exemples, j'ai voulu illustrer brièvement les cas de conscience des politiciens engagés, dans un monde où les solutions ne tombent pas du ciel.

VALEURS ET ÉTHIQUE

Si seulement nous pouvions nous référer à ces valeurs absolues que j'ai mentionnées et que personne ne peut définir exactement! Nous savons bien qu'une valeur se distingue du simple goût individuel ou de l'intérêt particulier. Nous avons l'impression cependant que c'est plutôt l'absence des valeurs, par les protestations qu'elle suscite, qui témoigne de leur existence.

En parlant de valeurs, nous pouvons évoquer la justice, la solidarité, l'équité, la liberté, le respect, l'amitié, la reconnaissance. Sans être unanimes sur les contenus que nous leur prêtons, nous reconnaissons leur importance comme forces intérieures qui nous tiennent en éveil pour des avancées vers plus de «mieux vivre».

Ces valeurs ne nous donnent cependant pas la clé des problèmes à résoudre et les chemins ne sont pas tracés une fois pour toutes dans le cœur ou l'esprit humain. La lucidité dans l'action suppose un effort d'analyse des situations et de l'évolution des rapports sociaux et ensuite une voie technique d'application.

DES VALEURS PLUS FÉMININES QUE MASCULINES

Concernant l'hypothèse de valeurs qui seraient plus typiquement «féminines», je dirais que les camps sont loin d'être hermétiques, tant les personnes, femmes ou hommes, sont différentes entre elles.

Dans ma vie et mes contacts, j'ai cependant remarqué quelques tendances:

L'articulation avec la pratique est plus prononcée, souvent, chez les femmes confrontées à des réalités quotidiennes plus «basiques». Les questions d'application sont posées par elles, elles évitent des décisions «hors-sol».

La couleur de l'ambition est différente aux yeux d'une femme. Le but à atteindre est souvent plus important que l'édification personnelle.

La perception de soi, chez la femme, est plus exigeante au niveau des qualités requises pour accéder à un poste. Dans de telles situations, il me semble que les femmes répondent plus souvent «je ne sais pas si je suis capable» et les hommes «je ne sais pas si j'ai le temps». Etre et paraître: l'être, toujours chez la femme, est, selon moi, plus important que le paraître. D'où, plus de courage et de patience pour répéter l'effort jusqu'à ce que la solution soit acceptée (à cet égard, il suffit de penser à l'exemple du congé-maternité). Moins peur de se tromper, moins peur de perdre, donc plus de prises de risques: voilà encore une définition possible des valeurs féminines.

POUVOIR ET ÉTHIQUE

Il est bien clair que la corruption, le népotisme et toutes les formes de mise à profit personnelle grâce au pouvoir (plus ou moins grand) obtenu par un mandat politique sont totalement contraires à l'éthique et inacceptables.

Evidemment, l'accession à un poste politique d'importance donne ou peut donner le pouvoir de changer les choses ou au moins «quelque chose». Ainsi, en ce qui me concerne, une fois nommée à la syndication de ma ville, en tant que chef du personnel, j'ai aussitôt proposé 16 semaines de congé-maternité, qui ont été immédiatement acceptées.

Je pense cependant que le pouvoir et la responsabilité politique exigent:

La connaissance de la matière (du travail personnel).

Une recherche de solution pour déboucher sur l'élimination du problème ou sur un mieux-vivre.

Ces réflexions et travaux doivent permettre de se forger une conviction profonde qui donnera la force de tenir face à la controverse, car elle arrive toujours.

Le pouvoir de convaincre jusqu'au bout est un élément nécessaire dans une démocratie développée comme la nôtre.

Le pouvoir se concrétise alors par une mesure que vous avez proposée et qui va s'appliquer.

EN CONCLUSION

En l'absence d'une définition commune des valeurs absolues qui pourrait guider l'organisation de la vie, je pense que les citoyens sont en droit d'attendre que les élus s'engagent pleinement dans leur mandat et qu'ils soient sincères, loyaux et vrais.

Chaque être raisonnable peut porter attention à ce qu'il y a lieu de prendre en compte: en pratique, chacun peut se leurrer lui-même.

Etre vrai, ce n'est pas se livrer à ses spontanéités, mais éclairer ses choix.

Je souhaite que chaque personne engagée en politique soit vraie.

L'éthique en politique serait alors une réalité forte, même en l'absence de définition commune de valeurs absolues.